

Libéralisation et multiplication des médias depuis 1968

Document 1 : Affiches de mai 1968 dénonçant la mainmise de l'état sur l'ORTF



Document 2 : La radio et mai 68

Maurice Grimaud (1913-2009), préfet de police de Paris, a géré la crise de mai 1968 en liaison étroite avec le Premier ministre Georges Pompidou.

Pour la première fois, nous mesurions le rôle considérable que jouaient dans ces événements les reporters de radio notamment des postes périphériques. Cette radio dans la rue, au niveau des manifestants, sans intervalle, sans répit, donnait un caractère extraordinairement dramatique aux moindres incidents, et l'information atteignait de plein fouet des centaines de milliers d'auditeurs tendus vers leurs transistors. [...] L'extrême réalisme de ces récits a certainement contribué à rabattre vers le Quartier latin quantité de gens qui, sans cela, seraient restés chez eux et n'auraient eu connaissance de ces désordres que le lendemain dans leur journal, tandis qu'ainsi conditionnés ils étaient saisis soudain d'une immense curiosité d'« y aller voir ». Tout naturellement, les reporters, fort jeunes, pris dans le feu de l'action, plus souvent installés chez les « combattants » que parmi les policiers, en adoptaient eux-mêmes le ton et l'optique. [...]

Faut-il interdire ces reportages directs ? Le gouvernement en prit la décision le 23 mai à 23 heures, en pleine émeute. Cela ne nous empêcha pas de connaître un paroxysme de désordres et de violences la nuit suivante. Je crois plutôt, pour l'avoir bien des fois expérimenté, que ce moyen irremplaçable d'information doit être utilisé également par les responsables de l'ordre public pour expliquer leurs actions, dénoncer les excès, calmer et rassurer les esprits. [...] Plus d'une fois, c'est par ce moyen que, nous aussi, nous étions alertés sur un incident. [...] C'est un peu comme si, pendant la guerre, l'état-major avait su à tout instant ce qui se passait dans les lignes adverses.

Maurice Grimaud, *En mai, fais ce qu'il te plaît*, 1977

Document 3 : « Couper le cordon ombilical entre le gouvernement et l'audiovisuel public »

L'historien Jean-Noël Jeanneney fut président de Radio France de 1982 à 1986.

Je ne fais pas des hommes de l'audiovisuel public des années 1960 des pantins, dont les ficelles auraient été tirées par les ministres de l'Information, mais enfin on connaît bien des cas d'interventions gouvernementales directes sur le contenu de l'information à la télévision et à la radio. Cela a été un progrès essentiel à mes yeux, et un courage historique de la part des socialistes, que d'organiser en 1982 leur propre dessaisissement, en créant ce corps intermédiaire que constitue la Haute Autorité'. Pour la première fois, on a décidé de couper le cordon ombilical entre le gouvernement et l'audiovisuel public, créant ainsi une chance de réussir la séparation, au bénéfice de la nation, des rythmes du politique et de l'audiovisuel : séparation que devrait connaître toute démocratie avancée.

Cela n'a tout de même pas empêché le gouvernement de « recommander » les présidents-directeurs généraux de TF1 et d'Antenne 2 ?



Il est vrai qu'il a été parfois tenté de remettre en cause dans le court terme les conséquences de son courage à long terme. [...] Mais l'important, en termes historiques, c'est qu'il nous a donné à nous-mêmes les moyens de lui résister. [...] Mais l'important, c'est qu'en 1983 comme en 1985, les choix d'ensemble faits par la Haute Autorité furent tout autres que ceux qui auraient été faits en Conseil des ministres.

« L'État nous a donné les moyens de lui résister », entretien avec Jean-Noël Jeanneney,
Le Monde, 5 mai 1986.

1. La Haute Autorité de la communication audiovisuelle a fonctionné de 1982 à 1986. Elle a été remplacée par la Commission nationale de la communication et des libertés (1986-1989), puis par le CSA (depuis 1989)

Document 4 : Les sondages remis en cause après le 21 avril 2002

Roland Cayrol est directeur de l'institut de sondages CSA.

Les médias craignent Le Pen, qui s'est bâti grâce à eux : chaque passage de Jean-Marie Le Pen dans « L'Heure de vérité » sur Antenne 2 s'est traduit dans les sondages par une montée du personnage. Les médias des années 1980, à commencer par Antenne 2 ont joué un rôle fondamental dans la percée du FN. Les professionnels se demandaient s'il fallait l'inviter, s'il fallait le traiter en invité « comme un autre ».

[...] Des livres lui ont été consacrés. Les grands médias, eux, ont peu couvert les raisons qui ont placé Jean-Marie Le Pen en 2002 à la première place chez les ouvriers et les chômeurs. Malgré les statistiques et les sondages publiés dans les journaux, personne ne voulait croire à son influence populaire profonde. Le monde médiatique, pas plus que le monde politique, n'était prêt à voir Le Pen au second tour de la présidentielle. [...]

Mon pire souvenir est la façon dont certains m'ont regardé et parlé entre le 21 avril et le 10 mai 2002. Dans *Le Monde*, j'ai écrit un article, tout de suite après le premier tour, pour montrer que, sur le plan technique, il n'y avait pas eu d'erreur à proprement parler : arrêtons le jeudi soir, nos sondages avaient décrit la courbe des intentions de vote, qui s'est logiquement poursuivie jusqu'au dimanche. In fine, dans les urnes, Le Pen n'a devancé Jospin que de 0,7 point : quand tout se joue dans un tel mouchoir de poche, aucun sondage sur 1 000 personnes ne permet de donner un ordre d'arrivée sûr, pas plus en 2007 qu'en 2002 ! Dans la semaine précédant le scrutin, j'ai alerté les auditeurs et les téléspectateurs, au cours de plusieurs émissions, de la possibilité que les courbes de Jospin et de Le Pen se croisent. Peine perdue ! Personne ne m'a entendu, tant on s'attendait, depuis quatre ans, au match Chirac-Jospin.

Roland Cayrol et Pascal Delannoy, *La Revanche de l'opinion : médias, sondages, Internet*,
Éditions Jacob-Duyernet, 2007

Document 5 : La mobilisation du web en 2002



Tract diffusé sur internet pour appeler à faire barrage au FN lors des élections de 2002

